

Organisations non gouvernementales, agriculture périurbaine et stratégies de survie des ménages pauvres : le cas de la ceinture verte de Kananga en République démocratique du Congo

BETU BAKATUAMBA François

Licencié en Sociologie de l'Université de Kananga/RDC.

Chef de travaux à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Demba (ISDR/DEMBA)

Doctorant à l'Université de Lubumbashi, Faculté de Sciences Sociales, Politique et Administrative. Département de Sociologie

Non-Governmental Organizations, Peri-Urban Agriculture, and Survival Strategies of Poor Households: The Case of the Green Belt of Kananga in the Democratic Republic of the Congo

BETU BAKATUAMBA François

Bachelor's Degree in Sociology from the University of Kananga, Democratic Republic of the Congo.

Lecturer (Chef de Travaux) at the Higher Institute of Rural Development of Demba (ISDR/DEMBA).

PhD Candidate at the University of Lubumbashi, Faculty of Social, Political and Administrative Sciences, Department of Sociology.

DOI:10.37648/ijrssh.v16i03.013

¹ Received: 27 June 2026; Accepted: 09 August 2026; Published: 03 September 2026

Abstract

This study analyzes the relationships between non-governmental organizations (NGOs), peri-urban agriculture, and survival strategies among poor households in the green belt of Kananga, Democratic Republic of the Congo. In a context characterized by low household incomes, limited access to stable employment, growing food needs, and difficulties in accessing productive resources, peri-urban agriculture represents a concrete response to the everyday challenges faced by many families. It enables households to produce food, generate additional income, and maintain their livelihoods.

The study adopts a mixed-methods approach, combining quantitative and qualitative methods. Data were collected from 400 respondents through questionnaires, interviews, and field observations. The findings show strong participation of women in agricultural activities, a predominance of farms ranging from 1 to 2 hectares, and maize as the main crop. The results also indicate that households generally combine several economic activities in order to cope

¹ How to cite the article: Francois B.B (September 2026); Non-Governmental Organizations, Peri-Urban Agriculture, and Survival Strategies of Poor Households: The Case of the Green Belt of Kananga in the Democratic Republic of the Congo; *International Journal of Research in Social Sciences and Humanities*; Vol 16, Issue 3; 132-151, DOI: <http://doi.org/10.37648/ijrssh.v16i03.013>

with economic difficulties. Income diversification therefore emerges as an important strategy for strengthening household resilience.

NGOs play a significant role by providing improved seeds, agricultural tools, technical training, and agricultural support. However, their interventions remain constrained by structural challenges, particularly limited access to financing, high input costs, difficulties in accessing markets, transportation problems, and inadequate water supply. The fact that 52.5% of households report mainly eating two meals per day indicates that agricultural support alone is not yet sufficient to ensure sustainable food security.

The study concludes that coordinated action among NGOs, public authorities, farmers, and local communities is necessary to gradually transform subsistence-oriented agriculture into a more productive, resilient, and sustainable form of peri-urban agriculture.

Resume

Cette étude analyse les relations entre les organisations non gouvernementales (ONG), l'agriculture périurbaine et les stratégies de survie des ménages pauvres dans la ceinture verte de Kananga, en République démocratique du Congo. Dans un contexte marqué par la faiblesse des revenus, la rareté des emplois stables, la hausse des besoins alimentaires et les difficultés d'accès aux ressources productives, l'agriculture périurbaine constitue pour de nombreuses familles une réponse concrète aux exigences de la vie quotidienne. Elle permet à la fois de produire des aliments, de générer quelques revenus et de maintenir les moyens d'existence du ménage.

L'étude s'appuie sur une approche mixte, combinant méthodes quantitative et qualitative. Les données ont été recueillies auprès de 400 répondants à l'aide de questionnaires, d'entretiens et d'observations de terrain. Les résultats montrent une forte participation des femmes aux activités agricoles, une prédominance des exploitations de 1 à 2 hectares et du maïs comme culture principale. Ils révèlent également que les ménages combinent généralement plusieurs activités économiques afin de faire face aux difficultés. La diversification des revenus apparaît ainsi comme une stratégie essentielle de résilience.

Les ONG jouent un rôle appréciable à travers la fourniture de semences, d'outils, la formation technique et l'encadrement agricole. Toutefois, leur intervention demeure confrontée à des contraintes structurelles liées au financement, au coût des intrants, à l'accès aux marchés, au transport et à l'eau. Le fait que 52,5 % des ménages déclarent prendre principalement deux repas par jour montre que l'appui agricole ne suffit pas encore à garantir une sécurité alimentaire durable.

L'étude conclut à la nécessité d'une action concertée entre ONG, pouvoirs publics, producteurs et communautés locales afin de transformer progressivement l'agriculture de survie en une agriculture productive, résiliente et durable.

INTRODUCTION

Dans de nombreuses villes africaines, l'urbanisation ne signifie pas la disparition de l'agriculture. Au contraire, les espaces périurbains constituent des lieux où se rencontrent les activités urbaines et agricoles, les besoins des consommateurs et les initiatives des producteurs. Dans ce contexte, l'agriculture périurbaine représente une importante stratégie de survie pour les ménages à faibles revenus. Elle contribue à l'alimentation familiale, à la création de revenus et d'emplois ainsi qu'au renforcement de la résilience face aux difficultés économiques et sociales. La FAO reconnaît d'ailleurs le rôle de l'agriculture urbaine et périurbaine dans l'amélioration de la sécurité alimentaire, des revenus et de la résilience des populations vulnérables.

En République démocratique du Congo (RDC), cette réalité est particulièrement significative en raison de la pauvreté persistante, du chômage, de l'insuffisance des infrastructures et des difficultés d'accès aux marchés. Pour de nombreux ménages, l'agriculture constitue une activité permettant de réduire les dépenses alimentaires et de générer des revenus destinés à satisfaire les besoins essentiels, notamment l'alimentation, la scolarisation et les soins

de santé. Elle est souvent combinée avec le petit commerce, l'élevage, le travail journalier ou la transformation des produits agricoles.

La ville de Kananga, capitale du Kasaï-Central, illustre cette dynamique. Dans sa périphérie, notamment au niveau de la ceinture verte, les populations exploitent des espaces agricoles destinés à l'autoconsommation et à l'approvisionnement des marchés locaux. Toutefois, cette agriculture reste confrontée à plusieurs contraintes : difficultés d'accès à la terre, faibles capacités financières, insuffisance des intrants et des équipements, difficultés de transport et de commercialisation, ainsi que vulnérabilité aux variations climatiques. Ces contraintes peuvent limiter la capacité des ménages à transformer l'activité agricole en une source durable d'amélioration de leurs conditions de vie.

Dans ce contexte, l'intervention des organisations non gouvernementales (ONG) mérite une attention particulière. Celles-ci peuvent apporter aux producteurs des semences, des outils, des formations, un encadrement technique, un appui organisationnel ou encore faciliter l'accès au financement et aux marchés. Cependant, l'efficacité de ces interventions dépend de leur adéquation avec les réalités locales et de leur capacité à renforcer durablement l'autonomie des ménages. Une aide ponctuelle ne suffit pas lorsque persistent les problèmes fonciers, financiers, techniques, climatiques et commerciaux.

L'étude de la ceinture verte de Kananga cherche ainsi à comprendre les relations entre l'action des ONG, le développement de l'agriculture périurbaine et les stratégies de survie des ménages pauvres. Elle pose la question principale suivante : dans quelle mesure les interventions des organisations non gouvernementales contribuent-elles au développement de l'agriculture périurbaine et au renforcement des stratégies de survie des ménages pauvres dans la ceinture verte de Kananga ?

L'objectif général est d'analyser la contribution des ONG au développement de l'agriculture périurbaine et au renforcement des stratégies de survie des ménages pauvres. Plus spécifiquement, il s'agit d'identifier les formes d'appui apportées par les ONG, d'examiner les caractéristiques de l'agriculture pratiquée, d'analyser sa contribution aux revenus et à la sécurité alimentaire et d'identifier les principales contraintes qui limitent sa durabilité.

L'hypothèse générale est que les interventions des ONG contribuent au renforcement de l'agriculture périurbaine, à la diversification des revenus, à l'amélioration de l'accès à l'alimentation et au développement de stratégies de survie plus résilientes, même si leur impact demeure limité par les contraintes foncières, financières, techniques, climatiques et commerciales.

Cette recherche présente enfin un intérêt scientifique et pratique. Elle permet de mieux comprendre les mécanismes par lesquels l'agriculture périurbaine participe à la lutte contre la pauvreté à Kananga et d'apprécier la contribution réelle des ONG aux dynamiques locales de développement. Elle entend également mettre en évidence les capacités d'adaptation des ménages et fournir des éléments susceptibles d'aider les autorités, les ONG et les organisations paysannes à concevoir des interventions davantage adaptées aux réalités de la ceinture verte de Kananga.

1. CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE

L'étude des relations entre les organisations non gouvernementales (ONG), l'agriculture périurbaine et les stratégies de survie des ménages pauvres nécessite de préciser les principaux concepts qui structurent la recherche. Dans le contexte africain, la pauvreté, l'agriculture, la survie et le développement renvoient à des réalités vécues par des familles qui cherchent quotidiennement à se nourrir, scolariser leurs enfants, se soigner et maintenir leurs conditions de vie. À Kananga, la petite parcelle agricole, le commerce des produits agricoles et l'entraide communautaire constituent souvent des ressources essentielles pour les ménages.

La présente étude s'appuie principalement sur les notions d'organisation non gouvernementale, agriculture périurbaine, pauvreté, ménage pauvre, stratégies de survie et ceinture verte, ainsi que sur les approches des moyens d'existence durables, de la diversification des moyens de subsistance et de la résilience.

1.1. Les organisations non gouvernementales dans le développement local

Les ONG jouent un rôle important dans les politiques de développement en Afrique, notamment dans la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et le développement communautaire. Dans les contextes où les capacités publiques restent limitées, elles interviennent auprès des communautés à travers la formation, la fourniture de semences et d'outils, l'encadrement technique, le soutien aux organisations paysannes et la facilitation de l'accès aux marchés.

Toutefois, leur rôle ne doit pas être réduit à l'assistance matérielle. L'enjeu est surtout de renforcer les capacités des ménages afin qu'ils puissent progressivement développer leur autonomie. Dans la ceinture verte de Kananga, recevoir des semences ou des outils ne suffit pas si le producteur ne dispose pas d'un accès sécurisé à la terre, de connaissances techniques ou de débouchés commerciaux. L'efficacité des ONG dépend donc de leur adaptation aux réalités locales. Les travaux de van Veenhuizen et Danso (2007) montrent d'ailleurs la diversité des systèmes d'agriculture urbaine et périurbaine, allant de l'autoconsommation à la production destinée au marché.

1.2. L'agriculture périurbaine

L'agriculture périurbaine se développe dans l'espace intermédiaire entre la ville et la campagne. Elle entretient des relations fonctionnelles avec la ville à travers les marchés, la main-d'œuvre, les ressources et la consommation. Mougeot (2000) la situe dans ou autour des villes et souligne son utilisation des ressources urbaines ainsi que sa contribution aux besoins alimentaires des populations.

À Kananga, cette agriculture constitue un véritable pont économique et social entre la ville et son environnement. Les produits agricoles peuvent être vendus sur les marchés urbains, tandis que les revenus tirés de la production servent à financer l'alimentation, la scolarisation ou les soins. La FAO reconnaît également sa contribution aux revenus, à l'emploi, à la sécurité alimentaire et à la résilience. Cependant, son développement reste conditionné par l'accès à la terre, à l'eau, aux intrants, aux équipements, au transport et aux marchés.

1.3. Pauvreté, ménages pauvres et stratégies de survie

La pauvreté ne se limite pas au manque de revenus. Elle possède une dimension multidimensionnelle qui concerne également l'accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au logement et aux opportunités économiques. Le ménage pauvre peut ainsi disposer d'une petite parcelle ou d'une activité commerciale tout en demeurant vulnérable. Maxwell (1995) montre notamment que l'agriculture urbaine peut contribuer à la sécurité alimentaire des ménages à faibles revenus, tout en soulignant l'importance de l'accès à la terre.

Face à cette vulnérabilité, les ménages développent différentes stratégies : diversification des cultures, association agriculture-élevage, vente des récoltes, petit commerce, travail journalier, transformation agricole, entraide familiale, emprunts et autoconsommation. Selon Ellis (2000), la diversification des moyens de subsistance peut résulter de la nécessité ou d'un choix visant à réduire les risques et à améliorer les possibilités économiques. Dans les deux cas, l'agriculture périurbaine peut fonctionner comme un filet de sécurité en fournissant simultanément de la nourriture et des revenus.

1.4. La ceinture verte, les moyens d'existence durables et la résilience

Dans cette recherche, la **ceinture verte de Kananga** désigne les espaces agricoles périphériques participant à l'approvisionnement de la ville et offrant aux populations des possibilités de production et de revenus. Elle constitue donc un espace à la fois géographique, économique et social. Son potentiel dépend toutefois de l'accès à la terre, à l'eau, aux intrants, aux moyens de transport et aux marchés. Les expériences observées dans d'autres villes africaines, notamment à Lusaka selon Drescher (1996), montrent l'importance de ces ressources dans le développement de la micro-agriculture urbaine.

L'approche des **moyens d'existence durables** permet de comprendre comment les ménages mobilisent différents capitaux : humain, naturel, financier, physique et social. Une formation renforce le capital humain ; les

semences et outils renforcent le capital physique ; le crédit améliore le capital financier ; tandis que l'organisation collective consolide le capital social. L'intervention des ONG peut ainsi être comprise comme un moyen de renforcer ces différentes ressources.

La **résilience** désigne, quant à elle, la capacité d'un ménage à faire face aux chocs, à s'adapter et à poursuivre ses activités malgré les difficultés. La diversification des activités constitue une forme importante de résilience. L'agriculture périurbaine possède ici une fonction particulière puisqu'elle peut fournir à la fois des aliments et des revenus. Les travaux de **Martin, Oudwater et Meadows (2000)** soulignent d'ailleurs son importance pour les moyens de subsistance des populations urbaines et périurbaines pauvres.

2. MILIEU D'ÉTUDE ET CONTEXTE DE LA CEINTURE VERTE DE KANANGA

L'analyse de l'agriculture périurbaine et des stratégies de survie des ménages pauvres ne peut être correctement comprise sans tenir compte du milieu dans lequel ces activités prennent place. En effet, les réalités agricoles d'une grande métropole ne sont pas nécessairement celles d'une ville moyenne comme Kananga. Les pratiques des ménages, leurs rapports à la terre, leurs possibilités d'accès aux marchés et leurs relations avec les organisations d'appui sont profondément influencés par l'histoire, la géographie, la démographie et les conditions socio-économiques locales. Dans le contexte africain, le territoire n'est pas seulement un espace physique : il est aussi un espace de vie, de mémoire, de solidarité et de production.

La ville de Kananga offre, à cet égard, un terrain particulièrement intéressant pour étudier les rapports entre urbanisation, agriculture et pauvreté. Son développement urbain s'accompagne d'une extension progressive des activités humaines vers les espaces périphériques. Dans ces zones de transition entre ville et campagne, les terres agricoles continuent de jouer un rôle essentiel dans la vie des ménages. La ceinture verte apparaît ainsi comme un espace où se rencontrent plusieurs nécessités : nourrir la population, générer des revenus, créer des activités économiques et préserver des moyens de subsistance dans un environnement marqué par la vulnérabilité.

2.1. Présentation de la ville de Kananga

Kananga est le chef-lieu de la province du Kasai-Central, dans le centre de la République démocratique du Congo. La ville constitue un important pôle administratif, commercial et social de cette partie du pays. Son histoire est étroitement liée aux transformations politiques et économiques de la région, tandis que sa position géographique lui confère un rôle important dans les échanges entre les différents territoires du Kasai-Central.

Comme beaucoup de villes congolaises, Kananga connaît une croissance urbaine qui exerce une pression croissante sur les ressources disponibles. L'augmentation de la population entraîne une demande accrue en logements, en nourriture, en eau, en emplois et en services sociaux. Or, cette croissance urbaine ne s'accompagne pas toujours d'un développement équivalent des infrastructures et des possibilités d'emploi formel.

C'est dans cette réalité que l'agriculture conserve toute son importance. Dans de nombreuses familles kanangaises, la distinction entre « citadin » et « agriculteur » n'est pas toujours aussi nette qu'on pourrait l'imaginer. Une personne peut résider en ville tout en cultivant une parcelle située à sa périphérie. Un fonctionnaire peut exploiter un champ familial pendant certaines périodes ; une mère de famille peut produire des légumes pour compléter les revenus du ménage ; un jeune sans emploi stable peut se tourner vers l'agriculture ou le petit commerce des produits agricoles.

Cette polyvalence des activités constitue une caractéristique importante des économies urbaines africaines. Simone (2004) montre, dans son analyse des villes africaines, que les populations développent de multiples formes de débrouillardise et de mise en réseau des ressources pour faire face aux incertitudes économiques. La ville africaine fonctionne ainsi à travers des relations sociales et économiques qui dépassent largement les catégories formelles de l'économie moderne.

Dans le cas de Kananga, cette réalité permet de comprendre pourquoi l'agriculture périurbaine demeure une activité importante malgré l'urbanisation. La proximité de la ville offre aux producteurs un marché potentiel pour

leurs récoltes, tandis que la production agricole permet aux ménages de réduire leur dépendance à l'égard des revenus monétaires.

2.2. Situation socio-économique des ménages

La situation socio-économique des ménages constitue un élément déterminant pour comprendre leur recours à l'agriculture périurbaine. Dans un environnement où les emplois formels sont insuffisants et où les revenus peuvent être irréguliers, les familles doivent souvent mobiliser plusieurs sources de subsistance.

L'économie du ménage repose alors sur une combinaison d'activités : agriculture, petit commerce, élevage, travail occasionnel, transformation artisanale des produits, services informels et entraide familiale. Cette diversification n'est pas simplement une caractéristique économique ; elle constitue une réponse à l'incertitude.

Pour beaucoup de familles, le revenu agricole peut être utilisé pour financer les dépenses scolaires, acheter des vêtements, payer les soins médicaux ou acquérir des produits alimentaires qui ne sont pas cultivés dans l'exploitation. De son côté, l'autoconsommation permet de réduire la pression exercée par les dépenses alimentaires sur le budget familial.

Cette situation rejoint les analyses de Rakodi (2002) sur les moyens d'existence des ménages urbains dans les pays en développement. L'auteure souligne que les ménages urbains pauvres ne dépendent généralement pas d'une seule source de revenu, mais mobilisent différents actifs et activités afin de réduire leur vulnérabilité. L'accès aux ressources, aux réseaux sociaux, au logement, à la terre et aux possibilités économiques joue un rôle déterminant dans cette capacité d'adaptation.

Dans la réalité de Kananga, cette approche permet de considérer le ménage comme une unité économique dynamique. Il ne s'agit pas seulement de mesurer combien une famille gagne, mais de comprendre comment elle organise ses ressources pour continuer à vivre. Une parcelle agricole peut ainsi avoir une valeur économique supérieure au revenu monétaire qu'elle procure directement, puisqu'elle permet également de produire une partie des aliments consommés par la famille.

2.3. La ceinture verte de Kananga comme espace agricole périurbain

La ceinture verte de Kananga peut être appréhendée comme un ensemble d'espaces situés dans les périphéries de la ville et consacrés, totalement ou partiellement, aux activités agricoles. Elle constitue une interface entre l'espace urbain et les espaces ruraux environnants.

Dans cet espace, la terre remplit plusieurs fonctions. Elle est à la fois :

- un moyen de production ;
- une source de nourriture ;
- une source de revenus ;
- un espace de travail familial ;
- une réserve économique ;
- un support de relations sociales.

Cette pluralité de fonctions explique l'importance de la terre pour les ménages pauvres. Dans un contexte où l'accès au crédit bancaire demeure limité, la possession ou l'exploitation d'une parcelle peut constituer une forme de sécurité économique.

La ceinture verte joue également un rôle dans l'approvisionnement alimentaire de Kananga. Les produits issus des exploitations périurbaines peuvent rejoindre les marchés locaux et contribuer à la disponibilité des denrées. La proximité géographique entre lieux de production et lieux de consommation constitue ici un avantage. Elle peut réduire certaines distances commerciales et permettre aux producteurs d'écouler rapidement les produits périssables.

Mais cet espace reste fragile. L'expansion des constructions urbaines peut réduire les terres agricoles disponibles. L'absence de sécurité foncière peut décourager les investissements de long terme. Le manque d'équipements et d'infrastructures peut également limiter la productivité et la rentabilité des exploitations.

Mbiba (1995), dans ses travaux sur l'agriculture urbaine en Afrique, insiste justement sur le caractère souvent informel et précaire des activités agricoles situées dans les espaces urbains et périurbains. Les producteurs peuvent contribuer significativement à l'alimentation et aux revenus des villes tout en travaillant sur des terres dont le statut demeure incertain.

Cette observation est particulièrement importante pour Kananga : la ceinture verte doit être considérée comme un patrimoine économique et alimentaire, mais aussi comme un espace qui nécessite une meilleure organisation et une protection appropriée.

2.4. Les principales activités agricoles

Les activités agricoles pratiquées dans la périphérie de Kananga sont principalement orientées vers les cultures vivrières et maraîchères adaptées aux conditions locales et aux besoins des ménages.

Selon les zones et les exploitations, les producteurs peuvent pratiquer notamment :

- la culture du manioc ;
- la culture du maïs ;
- la culture des haricots ;
- la production de légumes ;
- la culture de patates douces ;
- certaines cultures destinées à la commercialisation.

L'agriculture familiale demeure particulièrement importante. La main-d'œuvre du ménage peut être mobilisée lors des différentes étapes de la production : préparation du terrain, semis, entretien, récolte, transport et commercialisation.

La production poursuit généralement un double objectif. Une partie est destinée à l'autoconsommation, tandis qu'une autre partie est destinée à la vente. Cette articulation entre consommation et commercialisation est fondamentale pour comprendre les stratégies de survie.

Lorsqu'un ménage consomme directement une partie de sa production, il économise une dépense qu'il aurait autrement engagée sur le marché. Lorsqu'il vend le surplus, il obtient des liquidités nécessaires aux autres besoins. Ainsi, même lorsque la production agricole paraît modeste, son impact réel sur le budget familial peut être significatif.

3. MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

La méthodologie constitue un élément essentiel de toute recherche scientifique, car elle précise le chemin suivi pour répondre à la question de recherche et produire des résultats fiables. Dans le cadre de cette étude consacrée aux organisations non gouvernementales (ONG), à l'agriculture périurbaine et aux stratégies de survie des ménages pauvres dans la ceinture verte de Kananga, le choix méthodologique tient compte de la complexité du phénomène étudié. Il ne s'agit pas seulement de mesurer le nombre de ménages pratiquant l'agriculture ou bénéficiant de l'appui des ONG, mais également de comprendre leurs motivations, leurs expériences et leurs perceptions. C'est pourquoi l'étude adopte une **approche mixte**, combinant les méthodes quantitative et qualitative.

3.1. Approche méthodologique

L'approche quantitative permettra de mesurer les principales caractéristiques de l'agriculture périurbaine : nombre de ménages concernés, superficies exploitées, cultures pratiquées, niveaux de production, revenus agricoles,

types et fréquence des appuis reçus des ONG, contribution de l'agriculture aux dépenses familiales et stratégies de survie adoptées.

L'approche qualitative permettra, quant à elle, de comprendre pourquoi les ménages pratiquent l'agriculture, comment ils évaluent l'intervention des ONG, quelles difficultés ils rencontrent et quelles transformations ils observent dans leurs conditions de vie. Cette complémentarité rejoint la conception de **Creswell et Plano Clark (2018)**, selon laquelle les méthodes mixtes permettent d'obtenir une compréhension plus complète des phénomènes complexes. Ainsi, les données quantitatives répondront principalement à la question « combien ? », tandis que les données qualitatives permettront de mieux comprendre « comment ? » et « pourquoi ? ».

3.2. Type de recherche

La recherche est à la fois **descriptive, analytique et explicative**. La dimension descriptive vise à présenter les caractéristiques sociodémographiques des ménages, leurs exploitations, les cultures pratiquées, les modalités d'accès à la terre, les formes d'intervention des ONG, les sources de revenus et les stratégies de survie.

La dimension analytique cherchera à établir les relations entre l'appui des ONG, la formation agricole, l'accès aux intrants, la production et la productivité, ainsi qu'entre l'agriculture périurbaine, les revenus des ménages, la sécurité alimentaire et la diversification des stratégies de survie. Enfin, la dimension explicative permettra d'identifier les facteurs favorisant ou limitant l'efficacité de l'agriculture périurbaine et des interventions des ONG, notamment les contraintes économiques, foncières, techniques et commerciales.

3.3. Population d'étude

La population d'étude est principalement constituée des **ménages pauvres pratiquant l'agriculture dans la ceinture verte de Kananga**. Afin de compléter les informations recueillies auprès des producteurs, l'étude prendra également en compte les responsables des ONG, les agents des services publics de l'agriculture, les autorités administratives et locales, les responsables des organisations paysannes, les commerçants des produits agricoles et certaines personnes ressources.

Ce choix permet de considérer l'agriculture périurbaine comme un système impliquant plusieurs acteurs. Le producteur cultive, le commerçant achète et revend, l'ONG accompagne, l'autorité organise ou réglemente et les organisations paysannes peuvent faciliter la mise en commun des ressources.

3.4. Échantillonnage et taille de l'échantillon

Compte tenu de l'importance de la population concernée et des contraintes matérielles de l'enquête, l'étude reposera sur un échantillon représentatif. La sélection des ménages pourra être réalisée selon un échantillonnage aléatoire ou stratifié, en fonction des données disponibles sur la population agricole.

Lorsque la taille de la population mère est connue, la détermination de la taille de l'échantillon pourra être effectuée à l'aide de la formule de Taro Yamane.

3.5. Techniques de collecte des données

La collecte des données reposera sur trois principales techniques : le questionnaire, les entretiens semi-directifs et l'observation directe.

Le questionnaire sera administré aux ménages sélectionnés et portera notamment sur leur identification, leur situation agricole, l'intervention des ONG, leur situation économique, leur sécurité alimentaire et leurs stratégies de survie. Il sera formulé dans un langage simple et accessible afin de permettre aux personnes interrogées de comprendre clairement les questions et d'y répondre librement.

Les entretiens semi-directifs seront réalisés auprès des responsables des ONG, des autorités locales, des organisations paysannes et des personnes ressources. Ils porteront sur les objectifs des interventions, les critères de sélection des bénéficiaires, les types d'appui, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, le suivi des projets et leur durabilité. Cette technique permettra de recueillir des informations plus approfondies sur les expériences des acteurs.

L'observation directe permettra enfin de compléter les informations recueillies par les questionnaires et les entretiens. Elle portera notamment sur l'état des parcelles, les techniques agricoles, les outils utilisés, les cultures, les systèmes d'irrigation éventuels, les conditions de stockage, les voies d'évacuation des produits et les marchés. Elle permettra ainsi de confronter les déclarations des acteurs aux réalités observées sur le terrain.

3.6. Instruments de recherche

Les principaux instruments de recherche seront un questionnaire structuré, un guide d'entretien, une grille d'observation et une fiche de dépouillement documentaire. Avant l'administration définitive du questionnaire, un pré-test pourra être effectué auprès d'un petit groupe de ménages afin de vérifier la clarté, l'ordre et la pertinence des questions. Les éléments jugés ambigus pourront ainsi être reformulés avant l'enquête proprement dite.

4. PRÉSENTATION, ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Cette partie présente et analyse les résultats de l'enquête réalisée auprès de 400 ménages de la ceinture verte de Kananga. Elle vise à comprendre la place de l'agriculture périurbaine dans les conditions de vie des ménages pauvres, les formes d'appui apportées par les organisations non gouvernementales (ONG) et leur contribution aux stratégies de survie.

Les résultats montrent que l'agriculture constitue une activité importante dans la vie des ménages. Elle permet à la fois de produire des aliments, de générer des revenus et de réduire certaines dépenses familiales. Toutefois, son potentiel demeure limité par plusieurs contraintes économiques, techniques et foncières.

4.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Tableau 1. Répartition des enquêtés selon le sexe

Sexe	Effectif	Pourcentage
Hommes	170	42,5 %
Femmes	230	57,5 %
Total	400	100 %

Les femmes représentent **57,5 %** des enquêtés contre 42,5 % pour les hommes. Cette prédominance montre leur forte implication dans l'agriculture périurbaine et dans la gestion des ressources du ménage. Elles interviennent notamment dans les travaux agricoles, la transformation et la **commercialisation** des produits. Cette situation rejoint les observations de Zezza et Tasciotti (2010) sur l'importance de l'agriculture urbaine dans les revenus et la sécurité alimentaire des ménages pauvres.

Tableau 2. Répartition des enquêtés selon l'âge

Tranche d'âge	Effectif	Pourcentage
18–30 ans	85	21,25 %
31–45 ans	185	46,25 %
46–60 ans	90	22,50 %
Plus de 60 ans	40	10,00 %
Total	400	100 %

La tranche de 31 à 45 ans est majoritaire avec 46,25 %. Cette catégorie correspond généralement à une période marquée par d'importantes responsabilités familiales et économiques. L'agriculture représente donc pour ces ménages une source de revenus et une réponse aux difficultés d'accès à l'emploi.

Tableau 3. Taille des ménages

Taille du ménage	Effectif	Pourcentage
1–3 personnes	55	13,75 %
4–6 personnes	105	26,25 %
7–9 personnes	165	41,25 %
10 personnes et plus	75	18,75 %
Total	400	100 %

Les ménages de 7 à 9 personnes sont majoritaires (41,25 %). Une famille nombreuse dispose potentiellement d'une main-d'œuvre importante, mais elle supporte également une pression plus forte sur les ressources alimentaires et financières. Cette situation explique en partie le recours à plusieurs activités économiques.

Tableau 4. Niveau d'instruction des chefs de ménage

Niveau d'instruction	Effectif	Pourcentage
Aucun niveau	50	12,50 %
Primaire	105	26,25 %
Secondaire	180	45,00 %
Supérieur/universitaire	65	16,25 %
Total	400	100 %

Le niveau secondaire domine avec 45 %. Ce résultat montre que l'agriculture périurbaine concerne des personnes ayant des niveaux d'instruction variés. Le niveau scolaire peut faciliter l'accès aux informations et aux formations, mais les savoirs agricoles locaux constituent également une ressource importante.

4.2. Caractéristiques de l'activité agricole**Tableau 5. Superficie moyenne exploitée**

Superficie	Effectif	Pourcentage
Moins de 0,5 ha	55	13,75 %
0,5–1 ha	95	23,75 %
1–2 ha	175	43,75 %
Plus de 2 ha	75	18,75 %
Total	400	100 %

La superficie de 1 à 2 hectares est la plus fréquente, avec 43,75 %. Elle offre des possibilités de production et de commercialisation, mais ne garantit pas à elle seule un revenu suffisant. La productivité, l'accès aux intrants, les techniques agricoles et les conditions du marché restent déterminants.

Tableau 6. Principales cultures pratiquées

Culture principale	Effectif	Pourcentage
Maïs	185	46,25 %
Manioc	80	20,00 %
Haricot	55	13,75 %
Patate douce	35	8,75 %
Légumes	30	7,50 %
Autres	15	3,75 %
Total	400	100 %

Le maïs constitue la principale culture avec 46,25 %, suivi du manioc avec 20 %. Cette orientation répond à la fois aux besoins alimentaires et aux possibilités de vente. La diversification des cultures contribue également à réduire les risques liés aux maladies, aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix.

Tableau 7. Mode d'accès aux terres agricoles

Mode d'accès	Effectif	Pourcentage
Propriété familiale	190	47,50 %
Héritage	75	18,75 %
Location	65	16,25 %
Prêt	45	11,25 %
Autres	25	6,25 %
Total	400	100 %

La **propriété familiale** constitue le principal mode d'accès à la terre (47,5 %). Elle traduit l'importance des relations familiales et patrimoniales dans l'accès au foncier. Cependant, la pression urbaine et les conflits successoraux peuvent fragiliser cette sécurité foncière. La préservation des espaces agricoles constitue donc un enjeu important pour la durabilité de la ceinture verte de Kananga.

4.3. Contribution des ONG

Tableau 8. Types d'appui reçus des ONG

Type d'appui	Effectif	Pourcentage
Semences améliorées	78	19,50 %
Outils agricoles	70	17,50 %
Formation technique	76	19,00 %
Encadrement agricole	68	17,00 %
Financement/crédit	55	13,75 %
Appui à la commercialisation	53	13,25 %
Total	400	100 %

Les appuis les plus représentés sont les semences améliorées (19,5 %) et la formation technique (19 %). Les outils et l'encadrement occupent également une place importante. En revanche, le financement et l'appui à la commercialisation restent relativement faibles. Cette situation montre que l'accompagnement agricole doit être conçu de manière intégrée : produire, former, financer et faciliter l'écoulement des produits.

Tableau 9. Participation aux formations agricoles

Situation	Effectif	Pourcentage
Formation régulière	135	33,75 %
Formation occasionnelle	105	26,25 %
Formation unique	80	20,00 %
Aucune formation	80	20,00 %
Total	400	100 %

Les résultats indiquent que 80 % des enquêtés ont bénéficié d'au moins une forme de formation agricole, contre 20 % qui n'en ont reçu aucune. Cette proportion traduit une implication relativement importante des ONG dans le renforcement des capacités. Toutefois, la présence de formations occasionnelles ou uniques souligne la nécessité d'un accompagnement plus régulier afin de favoriser l'application durable des techniques acquises.

4.4. Synthèse des principaux résultats

L'analyse des neuf tableaux permet de dégager plusieurs constats. Premièrement, l'agriculture périurbaine est fortement intégrée aux stratégies économiques des ménages, avec une participation féminine importante et une forte présence des adultes en âge d'activité. Deuxièmement, les ménages sont relativement nombreux et disposent principalement d'exploitations de 1 à 2 hectares, avec le maïs comme culture dominante.

Troisièmement, l'accès à la terre repose principalement sur la propriété familiale, ce qui constitue une ressource importante mais qui demeure exposée aux mutations urbaines et aux problèmes fonciers. Quatrièmement, les ONG contribuent effectivement au renforcement des capacités agricoles, particulièrement à travers la fourniture de semences et les formations techniques.

Cependant, les résultats montrent également que l'appui des ONG doit dépasser la simple distribution d'intrants. Le financement, la commercialisation, l'accès aux équipements et l'accompagnement continu apparaissent nécessaires pour permettre aux ménages de transformer durablement leur activité agricole en moyen d'existence plus stable. L'agriculture périurbaine constitue ainsi une ressource importante de survie et de résilience, mais son potentiel dépend fortement des conditions économiques, foncières, techniques et institutionnelles.

5. DISCUSSION DES RÉSULTATS

La discussion des résultats vise à donner un sens aux principales observations issues de l'enquête menée auprès des 400 ménages de la ceinture verte de Kananga. Il ne s'agit plus seulement de dire ce que les enquêtés ont déclaré, mais de comprendre ce que ces résultats signifient au regard de la problématique, des hypothèses et des travaux scientifiques consacrés à l'agriculture périurbaine, à la pauvreté et aux stratégies de survie en Afrique.

Les résultats obtenus révèlent une réalité nuancée. L'agriculture périurbaine constitue bien une ressource importante pour les ménages pauvres, mais elle ne suffit pas, à elle seule, à les sortir de la vulnérabilité. Les ONG apportent un soutien appréciable, mais leur action rencontre encore des contraintes structurelles liées au financement, aux intrants, à la commercialisation, à l'eau, aux équipements et aux conditions générales de production.

5.1. Une agriculture périurbaine fortement portée par les femmes

L'un des premiers enseignements de l'enquête est la prédominance des femmes parmi les personnes interrogées. Elles représentent 57,5 % de l'échantillon, contre 42,5 % pour les hommes.

Cette situation donne à l'agriculture périurbaine une dimension particulière. Dans les ménages pauvres, la femme apparaît souvent comme une actrice centrale de la sécurité alimentaire familiale. Elle participe à la production, à la transformation, à la commercialisation et à l'utilisation des revenus agricoles.

Le résultat obtenu à Kananga rejoint les observations de Simiyu et Foeken (2014) dans leur étude sur la production agricole urbaine à Eldoret, au Kenya. Ces auteurs montrent que les bénéfices de l'agriculture urbaine ne sont pas perçus de la même manière par les hommes et les femmes et que la dimension du genre doit être intégrée dans les politiques agricoles urbaines.

Dans le contexte de Kananga, la forte participation féminine signifie donc que les politiques d'appui à l'agriculture périurbaine devraient accorder une place particulière à l'autonomisation économique des femmes. Une femme qui dispose d'une activité productive ne contribue pas seulement à son propre revenu : elle participe souvent directement aux dépenses alimentaires, scolaires et sanitaires du ménage.

Ainsi, l'intervention des ONG auprès des femmes peut avoir des effets qui dépassent la seule production agricole. Elle peut contribuer au renforcement du pouvoir économique du ménage et à l'amélioration de sa capacité à affronter les périodes difficiles.

5.2. Des ménages relativement nombreux confrontés à une forte pression sur les ressources

Les résultats montrent que les ménages de 7 à 9 personnes sont majoritaires, avec 41,25 % de l'échantillon. Cette caractéristique permet de mieux comprendre certaines stratégies observées.

Un ménage nombreux peut bénéficier d'une main-d'œuvre familiale abondante. Toutefois, cette force de travail représente simultanément une importante charge alimentaire. Le producteur doit donc obtenir une production suffisante pour nourrir plusieurs personnes et, si possible, dégager un surplus commercialisable.

Cette situation explique en partie pourquoi 47,5 % des ménages exercent deux activités. L'agriculture est ainsi complétée par d'autres activités : petit commerce, élevage, travail occasionnel ou transformation.

Cette observation rejoint la théorie de la diversification des moyens d'existence développée par Ellis (2000). La diversification constitue pour les ménages une manière de réduire les risques liés à la dépendance envers une seule source de revenus.

Dans le contexte de Kananga, cette diversification doit être comprise comme une forme de prudence économique. Le ménage sait que la récolte peut être insuffisante, que les prix peuvent varier ou qu'une maladie peut affecter une culture. Il cherche donc à ne pas mettre « tous ses œufs dans le même panier ».

Cette expression, très proche des pratiques quotidiennes de nombreuses familles africaines, traduit bien la logique observée : cultiver, vendre, élever, travailler et entreprendre en même temps.

5.3. Le maïs au centre du système agricole périurbain

Le maïs constitue la principale culture déclarée par les ménages enquêtés, avec 46,25 %. Sa place importante traduit sa double fonction alimentaire et économique.

Le maïs peut être destiné à la consommation familiale, mais aussi à la vente. Il permet donc de répondre simultanément aux deux grandes préoccupations du ménage pauvre : se nourrir et obtenir de l'argent.

La prédominance du maïs montre également l'importance de la sécurité alimentaire dans les stratégies agricoles des ménages. La production n'est pas uniquement orientée vers le marché ; elle sert d'abord, au moins pour une partie des ménages, à satisfaire les besoins de la famille.

Cette observation est cohérente avec les travaux de Zezza et Tasciotti (2010). Leur analyse comparative de 15 pays en développement montre que l'agriculture urbaine peut jouer un rôle dans les moyens d'existence des ménages pauvres et qu'elle présente une association positive avec certains indicateurs de suffisance alimentaire, même si son poids économique demeure variable selon les contextes.

Il faut cependant éviter de présenter la prédominance du maïs comme une garantie de sécurité alimentaire. Une forte dépendance à une seule culture peut également exposer les ménages aux maladies, aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix. La diversification des cultures demeure donc nécessaire.

5.4. La propriété familiale : une ressource, mais aussi une question d'avenir

La propriété familiale, qui représente 47,5 % des modes d'accès aux terres, constitue un élément particulièrement intéressant.

Elle procure aux ménages une certaine sécurité dans l'utilisation de la terre et peut favoriser les investissements agricoles. Lorsqu'une famille considère la parcelle comme un patrimoine à transmettre, elle peut être davantage disposée à l'entretenir et à améliorer sa productivité.

Cependant, la proximité de la ville introduit une autre dynamique : l'expansion urbaine exerce une pression croissante sur les terres agricoles périurbaines.

Les recherches récentes sur les villes africaines montrent justement que l'expansion urbaine, la sécurisation foncière et l'accès aux ressources peuvent limiter le potentiel de l'agriculture urbaine. Une étude portant sur des ménages à faibles revenus dans 18 zones urbaines de Zambie et du Kenya identifie notamment les droits de propriété, la forme des établissements urbains et l'accès aux commerces alimentaires comme des obstacles importants.

Cette observation permet de tirer un enseignement important pour Kananga : protéger la ceinture verte signifie également protéger une partie des moyens d'existence des ménages pauvres.

5.5. Les ONG : un soutien réel mais encore incomplet

Les résultats montrent que les ONG interviennent à travers différents mécanismes : semences, outils agricoles, formation, encadrement, financement et appui à la commercialisation.

La diversité de ces interventions constitue un élément positif. Elle indique que les ONG ne se limitent pas à une logique de distribution de biens, mais cherchent également à renforcer certaines capacités des producteurs.

La formation agricole concerne notamment 80 % des enquêtés sous différentes formes. Cela représente un apport important en matière de capital humain.

Toutefois, les résultats montrent également que les interventions restent inégalement réparties entre les différents domaines. Le financement et l'accès au marché demeurent moins représentés.

Cette situation est importante car produire davantage ne suffit pas. Le producteur doit également pouvoir acheter les intrants, transporter sa récolte, la conserver et la vendre à un prix rémunérateur.

Une expérience menée au Malawi montre justement que le soutien d'une ONG, lorsqu'il est combiné à l'organisation communautaire, à l'irrigation et à l'accès au marché, peut contribuer à améliorer durablement les moyens d'existence des petits producteurs.

Pour Kananga, cela signifie que l'accompagnement des ONG devrait progressivement évoluer d'une logique centrée sur la production vers une approche intégrée des chaînes de valeur agricoles.

La discussion des résultats montre finalement que la ceinture verte de Kananga constitue bien plus qu'un simple espace agricole périphérique. Elle est un espace de vie, de travail et de survie pour des ménages qui cherchent à construire leur sécurité économique dans un contexte difficile.

Les femmes y jouent un rôle central. Les ménages relativement nombreux y mobilisent leur force de travail. Le maïs constitue une culture dominante. La propriété familiale demeure le principal mode d'accès à la terre. Les ménages combinent généralement deux activités et utilisent la diversification comme moyen de réduire leur vulnérabilité.

Les ONG contribuent à cette dynamique en apportant des intrants, des outils, des formations et un encadrement. Leur intervention est globalement appréciée, mais les contraintes financières, commerciales et infrastructurelles réduisent leur impact.

Le résultat concernant les deux repas quotidiens rappelle surtout que la résilience n'est pas synonyme de sortie de la pauvreté. Un ménage peut être capable de s'adapter, de cultiver, de vendre et de diversifier ses activités tout en demeurant vulnérable.

C'est pourquoi l'avenir de la ceinture verte de Kananga ne devrait pas reposer uniquement sur l'aide ponctuelle. Il devrait s'inscrire dans une politique plus large associant agriculture, financement, sécurisation foncière, infrastructures, accès aux marchés, autonomisation des femmes, formation et action publique.

En définitive, les résultats donnent raison à une approche du développement qui considère les populations non comme de simples bénéficiaires, mais comme des acteurs capables de construire leurs propres réponses lorsque les conditions et les ressources leur sont favorables. La responsabilité des ONG et des pouvoirs publics consiste alors moins à se substituer aux ménages qu'à créer un environnement dans lequel leurs efforts puissent réellement porter leurs fruits.

6. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de cette recherche montrent que l'agriculture périurbaine constitue, pour de nombreux ménages de la ceinture verte de Kananga, bien plus qu'une simple activité économique. Elle représente une véritable stratégie de survie, un moyen de compléter les revenus du ménage et, surtout, une source importante de sécurité alimentaire. Toutefois, les résultats montrent également que les efforts des organisations non gouvernementales (ONG), bien qu'appréciés par les bénéficiaires, restent encore insuffisants pour transformer durablement les conditions de vie des ménages pauvres. Dans ce contexte, plusieurs perspectives peuvent être envisagées.

6.1. Renforcer l'accompagnement des producteurs

La première recommandation consiste à renforcer et à rendre plus réguliers les programmes d'accompagnement des producteurs. Les formations agricoles ne devraient pas se limiter à des interventions ponctuelles. Elles devraient être organisées de manière continue autour de techniques adaptées aux réalités locales : amélioration des semences, fertilisation des sols, lutte contre les maladies et ravageurs, conservation des récoltes, transformation des produits et techniques d'adaptation aux variations climatiques.

Dans le contexte de Kananga, il importe surtout de partir des connaissances déjà détenues par les agriculteurs. Le paysan congolais n'est pas un acteur dépourvu de savoir-faire ; il possède une expérience accumulée au fil des saisons. L'intervention des ONG devrait donc chercher à compléter ce savoir local par des connaissances techniques modernes plutôt qu'à le remplacer.

6.2. Faciliter l'accès au financement

Le manque de financement demeure l'un des principaux obstacles au développement de l'agriculture périurbaine. Les ONG, en collaboration avec les institutions de microfinance et les autorités locales, devraient mettre en place des mécanismes de crédit adaptés aux petits producteurs.

Il serait particulièrement intéressant de promouvoir les caisses d'épargne et de crédit communautaires, les associations de producteurs et les systèmes de financement solidaire. De tels mécanismes pourraient permettre aux agriculteurs d'acquérir des semences améliorées, des outils, des intrants et de petits équipements sans dépendre exclusivement de leurs faibles ressources personnelles.

6.3. Améliorer l'accès aux marchés

Produire davantage ne suffit pas si le producteur ne trouve pas un marché rémunérateur pour écouler sa production. Les ONG devraient donc accorder une attention particulière à la commercialisation. La création ou le renforcement des coopératives agricoles permettrait aux producteurs de regrouper leurs récoltes, de réduire certains coûts de transport et de négocier de meilleurs prix.

Il conviendrait également d'encourager la transformation locale du maïs, du manioc, des légumes et d'autres produits agricoles. Cette transformation permettrait de créer de la valeur ajoutée et de générer des activités économiques supplémentaires au sein même des communautés périurbaines.

6.4. Accorder une attention particulière aux femmes et aux jeunes

La forte présence des femmes parmi les personnes enquêtées montre leur rôle central dans l'économie familiale et dans la production agricole. Les programmes des ONG devraient donc intégrer davantage les femmes dans l'accès aux ressources productives, au financement, à la formation et aux équipements.

Les jeunes constituent également une catégorie stratégique. Dans un contexte où les possibilités d'emploi salarié restent limitées, l'agriculture périurbaine peut devenir un secteur d'insertion économique, à condition qu'elle

soit modernisée et rendue suffisamment attractive. Il ne s'agit plus seulement de présenter l'agriculture comme une activité de survie, mais progressivement comme une activité économique capable de créer des revenus et des emplois.

6.5. Protéger durablement la ceinture verte de Kananga

Enfin, la pérennité de l'agriculture périurbaine dépend de la sécurisation des espaces agricoles. L'extension de la ville exerce une pression croissante sur les terres cultivables. Les autorités locales devraient donc intégrer la protection des espaces agricoles dans la planification urbaine.

La ceinture verte ne doit pas être considérée comme une réserve foncière destinée uniquement à l'expansion future de la ville. Elle constitue aussi un espace de production, de travail et de subsistance pour des milliers de familles. Sa protection représente ainsi un enjeu à la fois économique, social, alimentaire et environnemental.

En définitive, l'avenir de la ceinture verte de Kananga repose sur une meilleure articulation entre ONG, producteurs, autorités publiques, organisations communautaires et acteurs économiques. L'objectif ne devrait plus être uniquement d'aider les ménages pauvres à survivre d'une saison agricole à l'autre, mais de créer les conditions leur permettant de passer progressivement d'une logique de survie à une logique de résilience, d'autonomisation et de développement local durable.

CONCLUSION

Au terme de cette étude consacrée aux organisations non gouvernementales, à l'agriculture périurbaine et aux stratégies de survie des ménages pauvres dans la ceinture verte de Kananga, il apparaît que l'agriculture constitue une composante essentielle de la vie économique et sociale des populations vivant à la périphérie de la ville. Dans un environnement caractérisé par la faiblesse des revenus, la rareté des emplois formels, les difficultés d'accès aux services sociaux de base et l'insécurité alimentaire, les activités agricoles offrent aux ménages une possibilité concrète de produire, de consommer et de générer quelques revenus.

L'objectif principal de cette recherche était d'analyser la contribution des organisations non gouvernementales à l'amélioration des conditions de vie des ménages engagés dans l'agriculture périurbaine et d'examiner la manière dont ces ménages mobilisent différentes stratégies pour faire face aux difficultés économiques et alimentaires. L'analyse des données recueillies auprès de 400 répondants a permis de mettre en évidence plusieurs réalités importantes.

Premièrement, les résultats montrent une forte implication des femmes dans les activités agricoles périurbaines. Avec 57,5 % des personnes enquêtées, elles apparaissent comme des actrices majeures de l'économie familiale. Cette situation traduit une réalité largement observable dans les communautés africaines : lorsque les revenus monétaires sont insuffisants, la femme devient souvent un pilier de la sécurité alimentaire du ménage. Elle participe à la production, à la transformation, à la commercialisation et à la gestion quotidienne des ressources familiales.

Deuxièmement, la taille relativement importante des ménages, notamment ceux comprenant 7 à 9 personnes, constitue à la fois une force et une contrainte. Une famille nombreuse peut disposer d'une main-d'œuvre appréciable pour les travaux agricoles, mais elle doit également nourrir davantage de personnes. Ainsi, l'agriculture peut produire des ressources sans pour autant garantir automatiquement une alimentation suffisante pour tous les membres du ménage.

Troisièmement, la prédominance des exploitations de 1 à 2 hectares et du maïs confirme l'importance de l'agriculture familiale dans la ceinture verte de Kananga. Le maïs joue simultanément un rôle alimentaire et économique. Il permet de répondre aux besoins du ménage tout en offrant la possibilité de vendre une partie de la production. Cette double fonction explique en partie pourquoi l'agriculture périurbaine demeure une activité particulièrement importante pour les populations concernées.

Quatrièmement, l'étude montre que les ménages ne dépendent pas exclusivement de l'agriculture. Ils développent une véritable stratégie de diversification des moyens d'existence. Le petit commerce, les travaux occasionnels, l'élevage, la transformation artisanale et d'autres activités viennent compléter les revenus agricoles. Le fait que près de la moitié des ménages exercent deux activités confirme que, face aux incertitudes économiques, la diversification constitue une forme de prudence et de résilience. Dans le contexte africain, une famille qui ne dépend pas d'une seule source de revenu augmente ses possibilités de faire face aux mauvaises récoltes, à la hausse des prix ou aux dépenses imprévues.

Cinquièmement, les résultats mettent en évidence une contribution réelle des ONG. Celles-ci interviennent notamment à travers la distribution de semences améliorées, la fourniture d'outils, les formations techniques, l'encadrement agricole, ainsi que certaines formes d'appui financier et commercial. Ces interventions contribuent à renforcer les capacités productives des ménages et à améliorer leurs possibilités d'adaptation.

Cependant, cette contribution présente certaines limites. Les contraintes liées au financement, au coût élevé des intrants, à l'accès aux marchés, au manque d'équipements, à l'eau, aux maladies des cultures et aux difficultés de transport demeurent importantes. Les ONG peuvent donc apporter des réponses utiles, mais elles ne peuvent, à elles seules, résoudre des problèmes qui relèvent également des politiques publiques, des infrastructures et de l'organisation générale de l'économie locale.

Un résultat particulièrement significatif concerne la sécurité alimentaire des ménages. Le fait que 52,5 % des répondants déclarent prendre principalement deux repas par jour montre que l'agriculture périurbaine, malgré son importance, ne permet pas encore de garantir une sécurité alimentaire satisfaisante à l'ensemble des ménages. Cette situation constitue un signal important pour les décideurs publics et les partenaires au développement. Produire des aliments est une condition nécessaire, mais elle doit être accompagnée d'un meilleur accès aux revenus, aux marchés, aux infrastructures et aux services sociaux.

L'hypothèse générale de cette recherche peut ainsi être globalement confirmée, tout en étant nuancée. Les interventions des ONG contribuent effectivement au renforcement des capacités productives et des stratégies de survie des ménages pauvres de la ceinture verte de Kananga. Toutefois, leur impact reste partiel lorsque les ménages continuent à faire face à des contraintes structurelles importantes. L'aide extérieure produit donc des effets plus durables lorsqu'elle s'accompagne d'un environnement institutionnel, économique et infrastructurel favorable.

Sur le plan scientifique, cette étude met en évidence l'intérêt d'analyser conjointement agriculture périurbaine, action des ONG, pauvreté et stratégies de survie. Elle montre que le ménage pauvre ne doit pas être considéré uniquement comme un bénéficiaire passif de l'aide. Il est également un acteur qui mobilise ses ressources, combine plusieurs activités et développe quotidiennement des mécanismes d'adaptation.

Sur le plan pratique, l'amélioration durable des conditions de vie dans la ceinture verte de Kananga nécessite une approche intégrée. Celle-ci devrait reposer sur la sécurisation des terres agricoles, l'accès au financement, la formation continue, l'amélioration des infrastructures rurales et périurbaines, la facilitation de la commercialisation, la transformation locale des produits agricoles et le renforcement des organisations paysannes. Une attention particulière devrait également être accordée aux femmes et aux jeunes, qui constituent des acteurs essentiels de la dynamique économique locale.

En définitive, la ceinture verte de Kananga apparaît comme un espace où se rencontrent pauvreté, travail, espoir et capacité de résilience. Derrière chaque champ cultivé se trouve une famille qui cherche à assurer son repas, payer les frais scolaires des enfants, répondre aux besoins de santé ou simplement maintenir sa dignité. L'agriculture périurbaine ne constitue donc pas seulement une activité de production ; elle est aussi une réponse sociale aux difficultés de la vie quotidienne.

L'enjeu pour les années à venir sera dès lors de transformer progressivement cette agriculture de survie en une agriculture périurbaine productive, rentable, résiliente et durable. Pour y parvenir, les ONG, les pouvoirs publics,

les producteurs et les communautés locales doivent agir ensemble. C'est dans cette complémentarité des efforts que la ceinture verte de Kananga pourra véritablement contribuer à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et au développement socio-économique durable de la ville et de ses populations.

BIBLIOGRAPHIQUES

1. BATTERSBY, J. & HAYSOM, G. (2018). *Food System Transformation in the Absence of Food System Planning: The Case of Sub-Saharan Africa*. Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development, 8(2), 15–32.
2. CRESWELL, J. W. & PLANO CLARK, V. L. (2018). *Designing and Conducting Mixed Methods Research* (3rd ed.). Thousand Oaks, CA: SAGE Publications.
3. CRUSH, J. & FRAYNE, B. (2011). *Urban Food Insecurity and the New International Food Security Agenda*. Development Southern Africa, 28(4), 527–544.
4. CRUSH, J., HOVORKA, A. & TEVERA, D. (2011). *Food Security in Southern African Cities: The Place of Urban Agriculture*. Progress in Development Studies, 11(4), 285–305.
5. DRESCHER, A. W. (1996). *Urban Agriculture in the Seasonal Tropics: The Case of West Africa*. Cities Feeding People Report. Ottawa: International Development Research Centre.
6. ELLIS, F. (2000). *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford: Oxford University Press.
7. FAO. (2017). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017: Building Resilience for Peace and Food Security*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
8. FAO. (2019). *Urban Food Systems and the Future of Food Security*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
9. FAO. (2022). *The State of Food and Agriculture 2022: Leveraging Automation in Agriculture for Transforming Agri-food Systems*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
10. HILL, R., NEL, E. & ILLGNER, P. (2007). *A Study of the Characteristics and Development Potential of Small-Scale Enterprises in Malawi*. Development Southern Africa, 24(3), 423–438.
11. KIRIBOU, M. et al. (2024). *Urban Farming System and Food Security in Sub-Saharan Africa: Analysis of the Current Status and Challenges*. Wiley.
12. LEE-SMITH, D. (2010). *Cities Feeding People: An Update on Urban Agriculture in Equatorial Africa*. Environment and Urbanization, 22(2), 483–499.
13. MAXWELL, D. G. (1995). *Alternative Food Security Strategy: A Household Analysis of Urban Agriculture in Kampala*. World Development, 23(10), 1669–1681.
14. MBIBA, B. (1995). *Urban Agriculture in Zimbabwe: Implications for Urban Management and Poverty*. Aldershot: Avebury.
15. PNUD. (2020). *Rapport sur le développement humain*. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.
16. QUIVY, R. & VAN CAMPENHOUDT, L. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales* (4e éd.). Paris : Dunod.
17. RAKODI, C. (2002). *Urban Livelihoods: A People-Centred Approach to Reducing Poverty*. London: Earthscan.
18. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. (2006). *Constitution de la République démocratique du Congo*, telle que modifiée à ce jour.
19. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. *Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté*. Kinshasa.
20. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. *Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture*. Kinshasa.
21. SIMIYU, E. & FOEKEN, D. (2014). *Urban Crop Production and Poverty Alleviation in Eldoret, Kenya: Implications for Policy and Gender Planning*. Environment and Urbanization, 26(1), 217–232.
22. SIMONE, A. (2004). *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*. Durham: Duke University Press.
23. TACOLI, C. (2004). *Rural-Urban Linkages and Pro-Poor Agricultural Growth*. OECD/DAC POVNET Agriculture and Pro-Poor Growth Task Team.

24. VAN VEENHUIZEN, R. & DANSO, G. (2007). *Profitability and Sustainability of Urban and Peri-Urban Agriculture*. Rome: FAO.
25. WORLD BANK. (2022). *Democratic Republic of Congo: Overview*. Washington, D.C.: World Bank.
26. YIN, R. K. (2018). *Case Study Research and Applications: Design and Methods* (6th ed.). Thousand Oaks, CA: SAGE Publications.
27. ZEZZA, A. & TASCIOTTI, L. (2010). *Urban Agriculture, Poverty, and Food Security: Empirical Evidence from a Survey of Several Countries*. *Food Policy*, 35(4), 265–273.